

**Union européenne - Italie -  
Entretien de Mme Nathalie Loiseau,  
ministre chargée des affaires  
européennes, avec le quotidien "La  
Croix"**

(Paris, 01 juin 2018)

**Q** - L'Italie, pays fondateur de l'Union européenne et membre de la zone euro peut-elle tourner le dos à l'Europe?

**R** - Les élections italiennes du 4 mars sont à prendre très au sérieux. Les électeurs ont envoyé des signaux qu'on doit entendre. Il faut se demander pourquoi ils ont voté pour des partis antisystème avec des langages de contestation très forts.

Tout d'abord, les partis traditionnels se sont effondrés. Il y a une soif de renouvellement politique. En France aussi, on a vu cette soif s'exprimer, mais il y avait une offre progressiste qui n'existe pas en Italie.

Et puis il y a eu un sentiment d'abandon des Italiens par les Européens. Abandon dès la crise financière, alors que les populations ont souffert, avec un taux de chômage des jeunes élevé. Abandon encore pendant la crise des migrants, où l'Italie s'est retrouvée seule face à sa géographie sans rencontrer une véritable solidarité, en particulier de la part des pays d'Europe de l'Est.

Les Italiens, donc, ne disent pas qu'ils ne veulent plus de l'Europe, mais qu'ils auraient voulu plus d'Europe. Si on ne l'entend pas, si on ne réforme pas l'Union autour de ses signaux, alors nous avons des raisons d'être inquiets, pour l'Italie et pour les autres pays européens.

**Q** - La petite phrase attribuée au commissaire européen au budget assurant que les marchés financiers allaient "apprendre aux Italiens comment voter", n'est-ce pas la meilleure manière d'encourager les eurosceptiques?

**R** - Disons-le clairement: M. Günther Oettinger a perdu une bonne occasion de se taire. Vous vous souvenez du général de Gaulle qui disait que la "politique ne se faisait pas à la corbeille" à propos de la Bourse et de la politique économique de la France. Respectons le processus démocratique italien!

**Q** - Faut-il, comme le propose la Commission européenne, rééquilibrer les fonds de cohésion européens à la faveur de l'Italie, au détriment des pays de l'Est?

R - L'argent doit aller à ceux qui supportent l'effort. On attend en retour que l'Italie respecte ses engagements passés (en matière économique, financière, sur sa dette) et qu'elle respecte les valeurs européennes. L'Europe, ce n'est pas un grand marché ou un carnet de chèque, ce sont des pays qui se sont rassemblés parce qu'ils croient dans les mêmes valeurs.

Q - À propos de la responsable UNEF qui porte le voile, certains ministres se sont exprimés pour, d'autres contre. Comment voyez-vous les choses&thinsp;?

R - Je me suis forgé une conviction petit à petit, en ayant beaucoup vécu dans le monde musulman. J'ai vu que ce rapport au voile pouvait évoluer dans la vie d'une femme, qu'il peut venir d'une pression extérieure - cela, c'est intolérable -, d'un choix, de l'affichage d'une révolte ou d'une bigoterie. Mais parce que je suis féministe, je n'aime pas que l'on dise à une femme ce qu'elle doit faire. En France, il y a des règles. L'Etat est laïque, c'est un socle auquel je suis attaché. À l'école, on tient les enfants à l'abri des influences, mais ensuite c'est la liberté individuelle, et je tiens à ce qu'on la respecte. Pour ce qui est de l'UNEF, enfin, ce n'est pas à moi de dire ce qu'elle doit faire./.